

a/a

LE CHEF
DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Berne, le 9 octobre 1990

777. 230. CH sal/csl

Monsieur
Franz Muheim
A. Conseiller aux Etats
Bahnhofstrasse 55

6460 Altdorf

Monsieur le Conseiller aux Etats,

Le memorandum "la Suisse dans la construction européenne", résultat des travaux du groupe de réflexion Suisse-Europe, a retenu toute mon attention. Je vous remercie d'avoir eu l'obligeance de me le faire parvenir au nom de tous les membres du groupe auxquels vont aussi mes remerciements. Comme responsable du Département des affaires étrangères, je ne peux que me féliciter de l'engagement de personnalités aussi éminentes dans une réflexion en profondeur sur l'avenir européen de notre pays. Vos préoccupations et vos espoirs sont aussi les miens. Dans une Europe et un environnement mondial en pleine mutation, il est urgent et important de s'interroger sur notre avenir dans la construction européenne et sur les actions à entreprendre pour que la Suisse puisse continuer à tenir son rôle de pays écouté et respecté. Tout comme le groupe de réflexion, je suis convaincu que certaines réformes sur le plan intérieur - la réalisation de l'EEE pourrait nous y amener -, ainsi qu'une politique européenne active, fondée sur une vision claire et juste de l'avenir, sont indispensables pour relever les défis de ce temps. Cette politique européenne, qui s'inscrit dans un contexte nouveau, le Conseil fédéral s'emploie à la façonner et à la réaliser comme le montre son engagement actuel sur tous les fronts, en particulier la négociation EEE, la CSCE et le Conseil de l'Europe.

Il est certes trop tôt pour pouvoir se lancer à prédire ce que doit être la nouvelle architecture dont l'Europe et la Suisse ont besoin. Mais il n'est pas trop tôt pour en poser les premiers jalons et surtout pour agir, comme nous le faisons. Certes, ainsi que le memorandum le relève très justement, notre politique européenne ne se réduit pas à la seule politique d'intégration et à la seule économie. Je suis le premier à le reconnaître.

Il n'en reste pas moins que notre politique d'intégration forme aujourd'hui plus que jamais la pierre angulaire de notre politique européenne. Au moins deux raisons à cela:

- l'accélération drastique du processus d'intégration dans la CE, avec cette conséquence pour la Suisse, la nécessité grandissante pour elle, indépendamment du modèle d'intégration qu'elle peut bien choisir, de mettre sa politique en adéquation avec la réalité communautaire et son évolution;
- le rôle de plus en plus déterminant que la CE joue en Europe et qui se fait sentir dans les rapports qu'elle entretient avec les pays européens non-membres et dans les différentes organisations européennes. Cette tendance se renforce, comme le montre en particulier la négociation en cours sur le projet EEE.

En outre, l'intégration ne se cantonne plus, comme ce fut le cas dans le passé, au seul domaine économique. La CE tend de plus en plus à élargir et renforcer ses compétences dans des domaines comme la politique étrangère et la politique de sécurité. Dans ces relations avec les Etats tiers, elle s'attache à développer des relations globales et institutionnalisées, leur conférant ainsi une dimension politique qu'elles n'avaient pas auparavant ou, en tout cas, dans une mesure moindre. Le projet actuel d'EEE en est la meilleure illustration.

- 3 -

La Suisse se doit, pour continuer à jouer son rôle en Europe de tenir compte de cette évolution de la CE et donc de s'appuyer de plus en plus sur le volet "intégration" de sa politique européenne, sans pour autant négliger les autres. Je suis convaincu que c'est avant tout sur le plan de l'intégration que se joue l'avenir de la Suisse et que peut se construire une nouvelle architecture européenne structurée, sûre et cohérente.

J'espère que ces quelques réflexions trouveront votre intérêt et celui du groupe de réflexion. Bien entendu, je suis volontiers disposé à vous recevoir, comme vous le souhaitez, pour un échange de vues.

En attendant d'avoir le plaisir de vous rencontrer, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller aux Etats, l'assurance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'René Felber', with a stylized flourish extending upwards and to the right.

René Felber

14. Sep. 1990 a/a

Copie, avec en annexe copie de la lettre du groupe de réflexion
Suisse-Europe, pour:

- Secrétariat du Chef du DFAE
- Secrétariat général du DFAE
- Direction politique
- Direction du droit international public
- Direction des organisations internationales
- Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire
- Bureau de l'intégration DFAE/DFEP: kel, sal

Unter dem Titel "Die Schweiz und Europa" wird in der Zeitschrift "Die Schweiz in Europa" ein Artikel veröffentlicht, der die schwierige Lage der Schweiz als Nicht-Staatsbürgerin aufgreift, die immer mehr bekräftigt.

Eine Gruppe von Personen aus Politik, Verwaltung, Wirtschaft und Wissenschaft - als "groupe de réflexion Suisse-Europe" bezeichnet - hat sich auf Anregung des Centre Européen de la Culture (CEC; Villa Maugin, Genf) seit Jahren aktiv mit Integrationsfragen befasst. Während den letzten Monaten konzentrierte sich der regelmäßige Gedankenaustausch auf den Problembereich "Die Schweiz in Europa". Prof. Jacques Freymond, Präsident des CEC, leitete die Gespräche.

Es möge jenen Personen, die das Memorandum in gemeinschaftlicher Arbeit verfasst haben und deren Namen am Ende des Memorandums angeführt sind, erlaubt sein, einige ihrer Gedankengänge ihnen, hochgeschätzte Herren Bundesräte, zu unterbreiten. Es war ein besonderes Anliegen, von der Tagesaktualität und den einzelnen Verhandlungsetappen abzurufen. Der Blick sollte auf grundlegende Zusammenhänge und langfristige Zielsetzungen gerichtet werden, um eine Gesamtvision der politischen und wirtschaftlichen, der staats- und sicherheitspolitischen sowie anderer relevanten Aspekte anzustreben. Nicht zuletzt stand das Anliegen im Vorder-